

Au début des années 1970, les zones rurales marginales et plus particulièrement les zones de montagne, où la régression des territoires utilisés par l'agriculture était forte, ont été l'objet de différentes recherches en France et en Europe. A cette occasion, les termes de "désertification rurale", de "déprise agricole" sont nés en même temps que les premières interrogations sur les problèmes écologiques et le devenir des paysages. Les processus d'abandon du territoire et de déstructuration sociale, objet central des analyses des chercheurs, apparaissaient comme la conséquence, regrettable pour certains mais inéluctable, d'un progrès qui permettait l'accroissement de la productivité du travail agricole dans les zones plus favorisées.

Pays, Paysans, Paysages dans les Vosges du Sud est un exemple parmi les diverses monographies rurales consacrées, avec l'aide de fonds publics (DGRST, Comités ministériels,...), aux zones où l'agriculture et le tissu social dans son ensemble semblaient ne pas devoir résister à la concurrence d'un productivisme triomphant. Cette recherche tient son originalité du fait qu'elle fut conduite par un groupe pluridisciplinaire composé d'agronomes, spécialistes des productions végétales et animales, et d'économistes ruraux, et appelé Groupe de recherches INRA-ENSSAA ; depuis 1993 l'Ecole Nationale des Sciences Supérieures Agronomiques Appliquées est intégrée au sein de l'Etablissement National d'Enseignement Supérieur Agronomique de Dijon (ENESAD). Le paysage agraire, produit de l'activité agricole, était l'objet de la recherche, avec toutefois une volonté de rendre compte de la dynamique de l'ensemble du paysage rural, et donc de ne pas se limiter à une vision purement agricole.

Conçu pour un large public, cet ouvrage abondamment illustré présentait une démarche centrée sur l'appréhension de trois niveaux d'organisation : la parcelle, l'exploitation agricole et le terroir. Le résultat escompté était de proposer certaines mesures spécifiques au maintien, voire au développement de surfaces ouvertes, et d'envisager les conséquences pour une politique d'aménagement rural.

Plusieurs questions se posaient alors à l'équipe de recherche :

Comment réaliser l'agrégation qui consiste à apprécier un "tout", le territoire, le paysage, alors que l'analyse des pratiques portait sur des "parties", les exploitations agricoles, les parcelles, les divers acteurs concernés ? On a tenté d'y répondre en prenant en compte simultanément plusieurs échelles articulant les pratiques agricoles et la logique de fonctionnement des exploitations tout en privilégiant l'échelle du terroir. Dans trois terroirs, très typés, une enquête exhaustive des acteurs et de leurs interventions a été menée pour rendre compte de l'hétérogénéité spatiale de la zone étudiée.

Comment analyser la relation à double sens entre l'évolution économique et sociale des vallées vosgiennes et celle de l'agriculture, sans quitter le domaine de compétence des agronomes et des économistes ruraux, et dans la perspective de penser concrètement une agriculture adaptée aux évolutions probables de l'ensemble de la société ? On s'est appuyé sur un double postulat très souvent admis depuis : l'agriculture et les autres activités économiques sont dans un rapport d'interdépendance ; il n'y a pas d'avenir agricole sans d'autres activités productives dans le voisinage ; il n'y a pas non plus de vie rurale sans agriculture. C'était, en quelque sorte, postuler la nécessité de la diversité des activités au sein des exploitations et aux niveaux agrégés que représentent le village, le terroir et la vallée.

Si ce travail d'analyse fine du territoire a suscité l'intérêt, il fut pourtant taxé d'archaïsme, par les responsables agricoles en quête d'une reconnaissance professionnelle passant par le productivisme, mais aussi par les représentants du Ministère de la Culture et de l'Environnement qui finançaient en partie l'étude. Examiner le détail des parcelles et des pratiques sur "l'Envers de Thiéfosse" (quelque 300 hectares, en friches pour la plupart, sans avenir économique imaginable), témoignait d'une curiosité déplacée de la part d'un Institut de recherche tel que l'INRA à l'heure où la position exportatrice de l'agriculture française n'était pas encore complètement établie. Exprimer fortement la diversité de l'agriculture dans ses objectifs et ses moyens, reconnaître et valoriser le rôle des agriculteurs double-actifs dans l'agriculture et l'industrie, montrer que cette catégorie socioprofessionnelle jouait un rôle essentiel, bien que modeste, dans le maintien d'une agriculture performante et l'entretien du paysage, était encore difficilement accepté.

Publié en 1977, ce travail garde une grande part d'actualité : sa réédition paraît opportune. Elle l'est en effet, moins du fait des méthodes qui furent celles de cette recherche, que par son objet même, sa problématique, ses résultats (dont certains apportent quelques éléments au débat actuel sur la place de l'agriculture dans le territoire) et les propositions qu'elle a pu formuler. Le souci de l'environnement peut-il se traduire par des paysages agraires à la fois maintenus et renouvelés sur la plus grande partie du territoire, ou doit-il faire place à une extension aussi large que possible de paysages "naturels", objet de consommation pour des populations de plus en plus urbanisées ?

Cette réédition, soutenue comme l'a été la première édition par le Ministère de l'Environnement, s'inscrit dans la ligne d'autres travaux publiés par l'INRA dans la collection "Ecologie et Aménagement Rural" devenue aujourd'hui "Espaces Ruraux".

En 1979 l'INRA, s'appuyant sur les équipes ayant à leur actif des recherches de ce type, créait le Département de recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement (SAD). La quasi totalité des auteurs de cet ouvrage se sont lancés dans cette aventure. Depuis, de nombreux travaux ont été réalisés ou sont en cours, au Département SAD ou ailleurs, qui participent de la même démarche : *le Grand Atlas de la France Rurale* (Editions de Monza, 1989) ; les recherches pour une agriculture économiquement rentable et respectueuse de l'environnement dans des sites de protection de la qualité de l'eau minérale ou potable ; les études du développement et de l'aménagement de zones de montagne dans les Alpes du Nord. Nombreux sont les travaux qui contribuent à la redécouverte du territoire comme lieu de l'innovation et du renouveau économique, comme domaine de validation de l'action politique.

Un effort diffus mais puissant est fait pour relever les défis d'une nécessaire maîtrise du territoire. La planification urbaine, la prospective des grands réseaux, les perspectives des marchés internationaux en sont sans doute les variables motrices. Mais l'usage des quelque cent millions de parcelles composant la France rurale doit aussi être pensé dans le détail, non pas seulement du fait de leur disposition dans l'espace géographique, mais du fait de leur rôle dans l'équilibre de l'ensemble de la société.

J. Bonnemaire, J. Brossier, A. Brun, J.P. Deffontaines,
Y. Houdard, P.L. Osty, M. Petit, M. Roux.